

travail d'Halifax qui désire un seul taux de salaire pour les ouvriers employés dans les régions maritimes par le ministère de la Défense nationale, au lieu des quatre taux actuellement en vigueur, et qui représentent, de fait, une situation discriminatoire.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Cette question exige certains détails. Je conseille donc au député de la consigner au *Feuilleton*.

RADIO-CANADA

NOUVELLES PRÉCISIONS CONCERNANT LA DISTRIBUTION DE TÉLÉVISEURS COULEUR

A l'appel de l'ordre du jour.

M. C. S. Smallwood (Battle-River-Camrose): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre suppléant. Nous savons que Radio-Canada a dépensé plus de \$80,000 pour 107 téléviseurs couleur. Or, d'après les nouvelles de ce matin, les dirigeants de la Société ont eu l'arrogance de déclarer publiquement qu'ils n'avaient aucunement l'intention de révéler les noms des personnes qui les ont reçus.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. L'honorable représentant doit poser une question, et non faire une déclaration.

M. Smallwood: C'est seulement une entrée en matière, monsieur l'Orateur; j'en viens à la question.

M. l'Orateur: D'après le Règlement, l'honorable député ne peut pas faire précéder sa question d'une introduction.

M. Smallwood: Je pose ma question sous une autre forme, monsieur l'Orateur. Je voudrais demander au premier ministre suppléant s'il présentera une mesure législative visant à obliger la Société Radio-Canada à publier les noms des 90 personnes qui ont reçu ces postes de télévision en couleur, afin que les contribuables sachent de quelle façon Radio-Canada gaspille leur argent. Je demande que l'on présente une mesure législative pour obliger Radio-Canada à révéler ces noms, vu qu'elles a refusé de le faire jusqu'ici.

M. l'Orateur: A l'ordre.

[Français]

L'AGRICULTURE

A PROPOS DE LA NOMINATION DES MEMBRES DE L'OFFICE CANADIEN DES PROVENDES

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Théogène Ricard (Saint-Hyacinthe-Bagoi): Monsieur l'Orateur, j'aimerais po-

[M. Forrestall.]

ser une question à l'honorable ministre des Forêts et du Développement rural. Est-il en mesure de nous faire connaître les noms des membres de l'Office canadien des provendes?

L'hon. Maurice Sauvé (ministre des Forêts et du Développement rural): Non, monsieur le président. J'espérais pouvoir le faire demain, mais il y aura un retard d'une semaine à dix jours.

L'hon. M. Ricard: Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

Étant donné que cette question est très urgente pour les éleveurs, l'honorable ministre peut-il dire vers quelle date il pourra donner cette information au public?

L'hon. M. Sauvé: Monsieur le président, je l'ai dit dans ma réponse: d'ici une dizaine de jours.

[Traduction]

LA POLITIQUE LAITIÈRE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. W. Danforth (Kent, Ont.): Monsieur l'Orateur, pour dissiper une confusion explicable dans l'industrie laitière, puis-je adresser ma question au ministre de l'Agriculture? Le gouvernement a promis d'annoncer la politique laitière de l'année en cours avant le 1^{er} avril. Cette politique sera-t-elle exposée par le ministre de l'Agriculture ou par le Conseil national de l'industrie laitière?

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Agriculture): Une déclaration sera faite à la Chambre, monsieur l'Orateur.

LA TENUE D'UNE CONFÉRENCE NATIONALE— DEMANDE DES PREMIERS MINISTRES PROVINCIAUX

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Ed. Schreyer (Springfield): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. A-t-il reçu d'un premier ministre provincial, en particulier du premier ministre du Manitoba, une demande visant la convocation d'une conférence nationale sur les prix, les coûts et les revenus agricoles?

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Agriculture): Oui, monsieur l'Orateur. Il y a quelque temps, nous avons reçu du premier ministre du Manitoba une demande visant la convocation d'une conférence nationale touchant l'agriculture, mais, sauf erreur, les objectifs devaient en être plus vastes que le député ne l'a indiqué.

M. Schreyer: Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre indiquerait-il à la Chambre quelles mesures prend le gouvernement à l'égard de la demande?